Cyclo-Club du Val de Seudre

S A U J O N 

STATUTS

I CONSTITUTION ET BUT DE L’ASSOCIATION

Article 1

Il est formé, en conformité de la loi du 1er juillet 1901, entre les personnes qui adhèrent ou adhéreront aux présents statuts, une association de cyclotourisme dont le but est de pratiquer et d’encourager le développement du tourisme à bicyclette en général. L’association sera affiliée à la fédération française de cyclotourisme et prend le titre de : Cyclo Club du Val de Seudre

Article 2

Le siège social est fixé à la Mairie

1 place Gaston BALANDE 17600 SAUJON

Il peut être modifié par décision du comité de direction.

II ORGANISATION

Article 3

L’association comprend :

* Des membres d’honneur
* Des membres honoraires
* Des membres actifs
* Des adhérents. Pour participer aux sorties du CCVS, ils devront être titulaires dans un autre club d’une licence FFCT et  devront  respecter le règlement et l'état d'esprit de cette fédération.

Les membres d’honneur et les membres honoraires sont nommés par l’Assemblée Générale sur la proposition du comité. Ils ne paient pas de cotisation, mais n’ont pas de voix délibérative et ne sont pas éligibles.

Les membres actifs à jour de leurs cotisations ont voix délibérative dans toutes les assemblées. Ils sont éligibles à toutes les fonctions suivant les conditions fixées par les articles 10et11 des présents statuts.

Les adhérents versent une cotisation fixée chaque année en Assemblée Générale, ils ne sont pas éligibles et n’ont pas de voix délibérative.

Article 4

Ressources de l’association :

- La cotisation annuelle des membres actifs comprenant le montant de la licence F.F.C.T. celle-ci reste acquise à l’association.

- La cotisation des adhérents.

- Les subventions de l’Etat, du Département et des Communes.

- Toutes les ressources autorisées par les lois et règlements en vigueur.

 L’association exercera des activités économiques : vide-grenier, concours de belote, de tarot, rallye, loto (code du commerce article L442-7).

Article 5

L’admission d’un nouveau membre est subordonnée au versement de la cotisation annuelle. Elle est prononcée par le comité à sa plus prochaine réunion.

Article 6

Nul ne peut profiter des avantages accordés aux membres de l’association, ni assister aux réunions s’il n’a été admis dans les formes prescrites par les présents statuts.

Article 7

Tout membre désirant se retirer de l’association doit adresser sa démission par écrit au Président, qui en fait part au comité à sa réunion la plus proche. Un adhérent, n’ayant pas réglé sa cotisation à la date du 31 janvier, est considéré comme démissionnaire.

Article 8

Le comité peut prononcer l’exclusion d’un adhérent pour non respect des statuts ou règlements, mauvaise tenue, indignité ou, en général pour s’être conduit à discréditer l’association. L’adhérent est convoqué par lettre recommandée avec avis de réception adressée quinze jours au moins avant la réunion. Le comité réuni à cet effet, statue au scrutin secret, après avoir entendu le sociétaire qui peut se faire assister par une personne de son choix. Tout membre radié ou exclu ne peut entrer à nouveau dans l’association qu’après accord du comité.

III ADMINISTRATION

Article 9

Le comité de direction est composé de six membres au moins et de quinze au plus, élus au scrutin secret par l’Assemblée Générale.

 La moitié au moins des sièges du comité doit être occupée par des membres ayant atteint la majorité légale.

 Le comité de direction est élu pour une durée de trois ans renouvelable par tiers chaque année. Les deux premiers tiers sortants sont tirés au sort.

L’Assemblée Générale nomme également pour trois ans une commission de contrôle, dont le rôle est défini per l’article 21, composée de 2 membres actifs ne faisant pas partie du comité de direction.

Article 10

Est électeur tout membre actif à jour de ses cotisations, adhérent depuis plus de six mois, âgé de seize au moins au jour du vote.

Article 11

Les membres sortants sont rééligibles. Les candidatures doivent être adressées au Président quinze jours au moins avant la date de l’Assemblée Générale.

Est éligible tout membre actif remplissant les conditions requises pour être électeur, ne percevant, à quelque titre que ce soit, aucune rémunération de l’association, et membre de l’association depuis au moins un an. Il pourra être dérogé à cette dernière disposition durant les deux premières années de l’association.

Les membres du comité ne peuvent être membre d’une association ayant des buts ou des activités communes à ceux du Cyclo Club du Val de Seudre.

(Le comité départemental, la ligue régionale et la F.F.C.T. exceptés).

Article 12

Le comité de direction se renouvelle par tiers chaque année. Les deux premiers tiers sortants seront désignés par le sort. Les fonctions de membre du comité sont gratuites.

Les élus appelés à prendre la place des membres du comité n’ayant pas achevé leur mandat voient leurs pouvoirs expirés à l’époque où devaient normalement cesser ceux de leur prédécesseur

.Article 13

L’Assemblée Générale de l’association se réunit une fois par an. Les adhérents sont convoqués au moins trois semaines avant sa réunion, sur ordre du jour fixé par le comité.

Elle renouvelle le comité de direction et la commission de contrôle, entend et se prononce sur les rapports moral et financier ainsi que sur le projet de budget.

Article 14

Les membres du comité ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Ils ne répondent que de l’exécution de leur mandat. Ils sont tenus d’assister à toutes les réunions.

Article 15

Tout membre du comité qui se désintéresserait notoirement de l’association en n’assistant pas aux réunions peut, après deux absences consécutives non justifiées, être considéré comme démissionnaire, si les deux tiers du comité se prononcent dans ce sens.

Dans ce cas, il est pourvu à son remplacement à l’Assemblée Générale suivante.

Article 16

Le comité de direction élit chaque année, parmi ses membres et au scrutin secret, son bureau qui est composé au moins d’un président, d’un secrétaire et d’un trésorier, tous trois ayant atteint la majorité légale.

Article 17

Le Président a la direction de l’association. Il pourvoit à l’organisation des services et propose au comité l’organisation et le but des activités : il signe la correspondance, il garantit par sa signature les procès verbaux et il exécute les délibérations du comité.

Dans les trois mois qui suivent la constitution ou la modification du comité, l’adoption ou la modification des présents statuts, il doit en faire la déclaration à la Préfecture ou à la Sous-préfecture. Il fait procéder aux votes dont il proclame les résultats. En cas d’égalité des voix, celle du Président est prépondérante.

Article 18

Le Président fait tous actes de conservation. Il représente l’association vis-à-vis des tiers, des pouvoirs publics, des structures fédérales ainsi qu’en justice, tant en demandant qu’en défendant. Il préside toutes les séances de l’association.

Article 19

Le secrétaire rédige les procès verbaux de séances de l’association. Il est chargé de la correspondance et de la rédaction des convocations, il tient le fichier des adhérents. Il a la garde des documents et de toute correspondance.

Article 20

Le trésorier reçoit les cotisations des adhérents et n’acquitte que les dépenses approuvées par le comité. Il est comptable et responsable de toute somme encaissée ou payée.

Article 21

Les livres doivent être constamment tenus à jour afin de permettre n’importe quelle recherche ou vérification.

Article 22

La commission de contrôle, composée de deux membres actifs élus par l’Assemblée Générale dans les mêmes conditions que les membres du comité, a pour mission de vérifier la gestion du trésorier et dépose chaque année un rapport à l’Assemblée Générale. A cet effet, le trésorier met à sa disposition tous les livres ou documents dont elle peut avoir besoin. La commission de contrôle peut intervenir chaque fois qu’elle le souhaite.

Article 23

Chaque membre du comité peut être chargé de fonction spéciale dans l’intérêt du bon fonctionnement et de la prospérité de l’association.

IV REUNION

Article 24

En dehors de l’Assemblée Générale le comité se réunit au moins une fois par trimestre pour délibérer des questions relatives à la gestion et à l’animation de l’association. Le bureau peut, en outre, convoquer le comité chaque fois qu’il le juge nécessaire, et le doit chaque fois que cela est demandé par au moins la moitié des membres de ce dernier.

Article 25

Les adhérents peuvent être réunis en Assemblée Générale Extraordinaire sur proposition du comité ou à la demande des deux tiers d’entre eux.

V DISPOSITIONS GENERALES

Article 26

Le cyclotourisme étant une activité exempte de tout esprit de compétition, l’association n’organisera aucune épreuve tendant à comparer les performances des adeptes de cette discipline. En outre, elle s’engage à respecter les règlements de la F.F.C.T.

Article 27

Les discussions politiques religieuses ou personnelles, les jeux sont formellement interdits.

Article 28

La dissolution de l’association ne peut être prononcée qu’en Assemblée Générale Extraordinaire convoquée sur un ordre du jour exposant les motifs au moins un mois à l’avance, après un vote réunissant au moins les deux tiers des membres actifs.

Si le quorum n’est pas atteint, une nouvelle réunion peut avoir lieu au moins une semaine plus tard et la dissolution prononcée après un vote réunissant au moins la moitié plus un des membres actifs .

Article 29

En cas de dissolution, la liquidation s’effectuera selon les règles de droit commun par les soins du comité en exercice.

Article 30

Tout candidat qui devient membre de l’association s’engage à observer les statuts et règlements et déclare se soumettre sans réserve à leurs dispositions.

Article 31

Dans le cas où, pour un motif quelconque, l’association désirerait acquérir la capacité juridique ou se faire reconnaître d’utilité publique, elle devra remplir les formalités prescrites par la loi du 1er juillet 1901 et les textes en vigueur.

Article 32

Le comité peut seul provoquer les modifications aux présents statuts. Dans ce cas, le texte des avenants est distribué aux membres appelés à délibérer un mois avant l’Assemblée Générale au cours de laquelle les nouvelles dispositions doivent être discutées.

Les modifications aux statuts doivent être approuvées par les deux tiers des membres actifs. Si ce quorum n’est pas atteint une nouvelle réunion aura lieu au plus tôt une semaine après la première. Les décisions sont alors prises à la majorité absolue.

Article 33

Les présents statuts ont été adoptés par l’Assemblée constitutive le 27/09/1996.

Modifiés en Assemblée extraordinaire le 02/02/2014